

PRESTATION DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES MOYENS DE MANUTENTION ET ENGINS DE LEVAGE POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE ATLANTIQUE 17

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Procédure adaptée organisée en application des dispositions des articles L. 2123-1, R.2123-1 à 2123-8 du Code de la Commande Publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – INTRODUCTION.....	3
ARTICLE 2 – PRESTATIONS ATTENDUES	3
ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION	3
ARTICLE 4 – MAINTENANCE	4
4.1. Maintenance préventive	4
4.2. Maintenance curative.....	5
ARTICLE 5 – REGLEMENTATIONS ET NORMES	5
ARTICLE 6 – MAINTIEN DES GARANTIES CONSTRUCTEUR.....	6
ARTICLE 7 – DOCUMENTS A FOURNIR	6
ARTICLE 8 – PERSONNELS AFFECTES A LA MAINTENANCE	6
8.1. Qualification.....	6
8.2. Moyens de contacter l'Entreprise	6
8.3. Prise en compte des appels	6

ARTICLE 1 – INTRODUCTION

Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17, agit pour les établissements de son GHT ci-après désignés, et représenté par Mme Valérie BENEAT-MARLIER, Directrice générale des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis :

➤ **Les Hôpitaux de la Rochelle – Ré – Aunis (Etablissement support)**

Rue du Docteur Schweitzer
17019 LA ROCHELLE CEDEX

➤ **Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)**

1, avenue de Bélignon
17301 ROCHEFORT SUR MER CEDEX

➤ **Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)**

Rue Carinena – CS 50020
17310 SAINT PIERRE D'OLERON

ARTICLE 2 – PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent marché a pour objet la prestation de maintenance préventive et curative des moyens de manutention et engins de levage pour le GHT Atlantique 17 sur l'ensemble des sites suivants :

⇒ Pour les Hôpitaux de La Rochelle Ré Aunis

- Hôpital Saint-Louis - Rue du Docteur Schweitzer 17019 LA ROCHELLE Cedex
- Hôpital Marius Lacroix - 208 avenue Marius Lacroix 17022 LA ROCHELLE Cedex
- Hôpital de Saint-Martin - 53 rue de l'Hôpital 17410 SAINT-MARTIN de RE
- Centre de Soins Pour Personnes Agées (Fief de la Mare) - rue du Moulin des Justices 17138 PUILBOREAU
- Etablissement et Service d'Aide par le Travail (Le Treuil Moulinier) - rue du Moulin des Justices 17138 PUILBOREAU
- Centre de Soins de Suite Château de Marlonges - 5 rue de la Grosse Motte 17290 CHAMBON
- Blanchisserie – rue Becquerel – 17180 PERIGNY

⇒ Centre Hospitalier de Rochefort

- Centre Hospitalier et Centre de Gériatrie (1 avenue de Bélignon à ROCHEFORT)
- Antenne estivale du SMUR sur le site de l'Hôpital de Saint-Pierre d'Oléron (40 rue Pierre Loti à SAINT PIERRE D'OLERON)

Cette prestation concerne principalement les Hôpitaux de La Rochelle Ré Aunis (tous sites y compris saint Martin de Ré) ainsi que le Centre Hospitalier de Rochefort et l'hôpital de Saint Pierre d'Oléron, mais elle pourra, selon les investissements à venir pour chacun d'entre eux, s'étendre sur le site du Centre Hospitalier de Marennes.

⇒ Centre Hospitalier de Marennes

- Centre Hospitalier (3 bis rue du Docteur Roux à MARENNES)

ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

L'exécution de la prestation se fera en respectant un ensemble de règles.

Le titulaire du marché engagera ses prestations selon une planification des interventions validées avec le responsable logistique de chaque site concerné. Il profitera de ses maintenances programmées pour intervenir sur d'éventuelles machines/engins en panne ou nécessitant une maintenance corrective de sorte à optimiser les coûts de maintenance et réduire les temps de présence sur chaque site. Pour ce faire, il contactera au préalable le responsable logistique pour anticiper tout besoin curatif.

Le technicien stationnera son véhicule à un emplacement dédié sur chaque site, proche du lieu d'intervention, de sorte à lui faciliter l'accessibilité à ses moyens de maintenance. Il respectera le plan de sécurité des sites ainsi que toute disposition applicable aux intervenants extérieurs.

Les horaires d'intervention seront conformes à chaque site, du lundi au vendredi, aux horaires d'ouverture des services concernés. Il n'y aura jamais de maintenance (préventive ou curative) les weekends et jours fériés.

Par principe, il disposera de l'ensemble des outils nécessaires à la réalisation des maintenances. Par exception, et lorsque cela est possible, l'Etablissement d'accueil pourra prêter du matériel en cas de besoin.

Le technicien devra être identifiable facilement par tout agent des services concernés ou de sécurité, que ce soit aux moyens de son habillement ou d'une carte professionnelle.

Les équipements, objet du contrat sont listés dans les annexes n°1 à 2 du présent CCTP.

ARTICLE 4 – MAINTENANCE

4.1. Maintenance préventive

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances de l'équipement à un niveau proche de celui des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation optimale.

En début de marché, le titulaire rencontrera les différents responsables logistiques des Etablissements partis afin d'organiser le planning d'interventions préventives annuelles, conformément aux recommandations constructeurs des différentes machines et engins concernés par le marché.

Le planning des visites préventives devra être envoyé au responsable transport chaque année à date anniversaire.

La maintenance préventive inclura nécessairement dans le prix forfaitaire les frais de main d'œuvre et de déplacement, à l'exception de toute fourniture de pièces détachées.

La prestation de maintenance préventive devra concilier les contraintes logistiques internes et la mutualisation autant que possible de la prestation sur un nombre de journées le plus contraint possible. Ce planning devra concilier une fréquence d'intervention réduite de sorte à ne pas interférer dans le fonctionnement des services concernés tout en permettant d'optimiser les interventions et réduire les venues imprévues pour des maintenances curatives.

Les points de visites et d'interventions devront être organisés en amont de la prestation.

Le prestataire s'engage à remplacer les pièces sur site et devra en assurer l'évacuation et le retraitement conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le site de La Rochelle et en cas de besoin, l'hôpital pourra prêter un engin de levage pour réaliser la prestation (exemple : sortir un moteur).

Le matériel, dont l'entretien fait l'objet de la maintenance, sera tenu à disposition du titulaire du marché en amont de sa visite de sorte à ce qu'il n'y ait pas de perte de temps.

La maintenance préventive couvrira au minima les points suivants :

- Vérification et graissage des points de contrôle conformément aux préconisations d'entretien constructeurs
- Approvisionnement et installation des pièces
- Vérification de tous les circuits électriques, moteurs, fonctionnements, serrages de pièces, pneumatiques, trains directeurs, organes de sécurité et de fonctionnement courant, batterie, niveaux...
- Nettoyage et réglage des éléments courants (contacts, collecteurs, balais, organes de commandes des vitesses, direction, freins, mât, chargeur...)
- Un essai technique du matériel

- Une mise à jour du carnet d'entretien de chaque machine/engin

Les candidats fourniront tous les éléments nécessaires dans leur offre pour participer à la notation finale.

4.2. Maintenance curative

La maintenance curative sera réalisée soit en profitant d'une visite annuelle de maintenance préventive soit sur simple demande du responsable logistique du site concerné. Dans tous les cas, l'engagement de la réparation sera conditionné à l'émission d'un bon de commande. La maintenance curative devra être précédée d'un devis par le prestataire, afin de s'assurer que la maintenance est raisonnable au regard de son coût et par rapport à la vétusté / âge général de l'équipement / coût de renouvellement.

La maintenance curative (dépannages, réparations, interventions sur matériel non fonctionnel) s'organisera donc comme suit :

- Un diagnostic puis l'émission d'un devis
- Si validation du devis, réalisation de la prestation (commande des pièces, livraison et installation, traitement et recyclage des pièces usagées).

En cas de panne bloquante dans l'organisation du travail pour les équipes et sur avis du responsable logistique du site concerné, la direction des achats pourra valider une intervention immédiate, par dérogation à la procédure en place.

Les candidats devront présenter leur offre, et notamment le délai de réactivité pour l'intervention de diagnostic puis de réparation, lesquelles participeront à la notation des candidats (critère n°2.3).

Lorsque la maintenance curative sera réalisée le même jour que des maintenances préventives, les frais de déplacement ne seront pas appliqués. Restera à charge seulement la main d'œuvre et les pièces détachées.

Lorsque la maintenance curative sera la seule prestation effectuée par le titulaire, seront appliqués les frais de déplacement, la main d'œuvre ainsi que le coût des pièces détachées.

Si le candidat est susceptible de proposer des prêts de machines lorsqu'une panne s'avère bloquante et immobilisant l'engin pour un certain temps, le candidat le précisera dans son offre, ce qui sera valorisé dans le critère n°2.1 : moyens mis à disposition, au même titre que le personnel déployé pour assurer la prestation.

Le titulaire s'engage à mettre en place sur les équipements du marché, des pièces détachées d'origine (constructeur) ou des pièces d'une autre provenance présentant des caractéristiques au moins équivalentes à celles des pièces d'origine.

Les dommages pouvant survenir à la suite d'une pièce défectueuse seront intégralement pris en charge par le titulaire.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATIONS ET NORMES

Les travaux devront être réalisés conformément à la législation du travail et à la réglementation en vigueur sur le territoire français.

Les travaux visent à maintenir en état de conformité et de bon fonctionnement les différents engins.

Les textes et documents applicables de manière non exhaustive sont les suivants :

- La législation française,
- La directive européenne 98/37/CE du 22 juin 1998(Directive machine),
- La directive européenne 73/23 CE (Basse tension),
- L'arrêté du 1er mars 2004 (Vérification appareils et accessoires de levage),
- Du décret D92-765 à D92-767 du 29 juillet 1992 (Équipement de travail),
- Du décret D94-1149 du 26 décembre 1994 (Sécurité),
- Du décret du D88-1056 du 14 novembre 1988 (Protection des travailleurs contre les risques électriques),
- Du décret D98-1084 du 2 décembre 1998 (Organisation, mise en œuvre et prescription technique des équipements de travail),
- Du décret D93-40 du 11 janvier 1993 (Règles techniques applicables aux machines en service),

- Du décret D93-41 du 11 janvier 1993 (Obligations des utilisateurs),
 - Des articles R233 du code du travail,
 - La norme NF C 15 – 100 décembre 2002 (Électricité),
 - La norme NF EN 60204-32 (Électricité des appareils de levage),
 - La norme EN13001-1 (Appareils de levage à charge suspendue),
 - Arrêté du 24 mars 1978 modifié, relatif au soudage,
 - Engins de terrassement arrêté du 5 mars 1993 modifié,
 - Carnet de maintenance arrêté du 2 mars 2004,
- Habilitation des agents (chariot, nacelle, électricité, pont) Code du Travail articles R4323-55 et R4323-56.

Dans le cas où les produits proposés ne seront pas conformes aux normes en vigueur, l'offre se verra rejetée.

ARTICLE 6 – MAINTIEN DES GARANTIES CONSTRUCTEUR

La prestation attendue devra impérativement satisfaire aux exigences des constructeurs de sorte à maintenir les éventuelles garanties toujours en cours concernant les équipements maintenus. Chaque prestation devra par ailleurs être garantie par la société indépendamment des garanties constructeurs.

ARTICLE 7 – DOCUMENTS A FOURNIR

Pour la maintenance préventive, le prestataire détaillera dans son rapport l'ensemble des points correspondant au travail réellement exécuté. Ce rapport est à fournir en un exemplaire dans le mois suivant la réalisation de la prestation.

Pour la maintenance corrective, chaque intervention fera l'objet d'une fiche d'intervention signée des 2 parties. Un exemplaire sera donné immédiatement après la réalisation de la prestation.

L'ensemble de ces documents sont à transmettre aux responsables logistiques de chacun des sites.

ARTICLE 8 – PERSONNELS AFFECTES A LA MAINTENANCE

8.1. Qualification

L'Entreprise s'engage à fournir, pour les dépannages et interventions urgentes, du personnel qualifié porteur de sa carte professionnelle.

8.2. Moyens de contacter l'Entreprise

L'entreprise fera connaître lors de sa soumission les modes techniques de contact mis en place par ses soins afin d'alerter son personnel de permanence.

8.3. Prise en compte des appels

L'entreprise ne devra prendre en compte que les appels émanant du référent nommé par le responsable logistique pendant les heures normales de fonctionnement et des services de la sécurité aux autres heures.

Tout déplacement lié à un appel autre que ceux émanant des personnes désignées par le Groupe Hospitalier entraînera l'absence de paiement des prestations.